altares

www.altares.com

PUBLICATION

Comportements de paiement des structures publiques et privées en France et en Europe

1er semestre 2025

Part of Dun & Bradstreet's
Worldwide Network

PANORAMA GÉNÉRAL

Retards de paiement des entreprises en Europe au 1er semestre 2025

Les retards de paiement des clients privés ou publics augmentent sensiblement en Europe en 2025, avec une accélération plus marquée en France

> Les retards de paiement des établissements privés ou publics français s'allongent (14,1 jours contre 13,5 jours fin 2024).
> Moins d'un sur deux paye ses fournisseurs à l'heure (45,2 %).
> Les délais dans le privé atteignent 13,3 jours et approchent 15 jours dans le public (+1,5 jours).
> La situation se dégrade sensiblement pour les petites structures (plus de 15 jours) tandis que les organisations de plus de 1 000 salariés dérapent désormais de plus de 20 jours en moyenne.
> Dans le public, hôpitaux (21,7 jours) et services déconcentrés de l'État (25,4 jours) sont les lanternes rouges.
> A l'échelle de l'Europe (14 jours ; + 0,5 jour), le Portugal ferme la marche (24,5 jours) derrière l'Italie (17 jours) et l'Espagne (14,9 jours) qui se rapproche de la France. Le Royaume-Uni contient encore ses retards juste sous 13 jours.

altares

Paris, le 18 septembre 2025
–

Le groupe Altares, expert de la data d'entreprise dévoile aujourd'hui le panorama des retards de paiement, en Europe et en France, des organisations privées et publiques au 1er semestre 2025.

Avec désormais plus de 14 jours de retards de paiement, la France se place au-dessus de la moyenne observée en Europe. Un allongement qui s'inscrit dans un contexte de dégradation générale observée partout en Europe, avec toujours de fortes disparités territoriales et sectorielles.

Thierry Millon, directeur des études Altares :

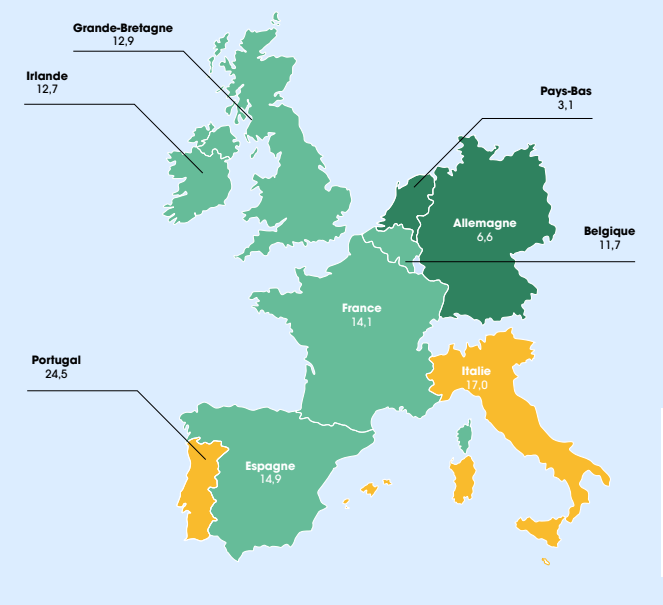
« Paiement des factures : on est encore loin d'une culture de la ponctualité ! Entre instabilité politique, tensions sociales, guerre commerciale et croissance modérée, les acteurs publics et privés naviguent à vue en cette rentrée de septembre 2025. Dans ce contexte toujours délicat, sécuriser sa trésorerie est une priorité. Le crédit-fournisseur, en d'autres termes le délai de règlement, est alors bien souvent un levier privilégié. Dans ces conditions, les retards de paiement s'allongent rapidement et particulièrement en France. En 1 an, les retards moyens s'allongent d'une journée, soit la plus forte dégradation en Europe. Ces reports de règlement sont évidemment très préjudiciables pour les fournisseurs et sous-traitants. En cumul, ils sont évalués à 15 milliards d'euros par la Banque de France : autant dire qu'ils sont un frein au développement, à l'investissement et à l'emploi. Mais ces factures en souffrance sont aussi, pour de nombreuses TPE et PME, une source de fragilisation profonde, d'usure psychologique face aux relances épuisantes dans un rapport de force parfois bien déséquilibré. La généralisation de la facturation électronique pourrait améliorer la situation… pour les bons payeurs.
Et pour les autres, les voix s'élèvent pour demander un relèvement du plafond des sanctions. M. Bayrou, alors Premier ministre, avait validé une proposition du gouverneur de la Banque de France faite lors des Assises des délais de paiement et des financements, proposant d'aller jusqu'à 1 % du chiffre d'affaires, à l'image du Groceries Code Adjudicator (GCA) britannique.»

En Europe, des tensions économiques révélées par d'importants retards de paiement

À l'heure d'un ralentissement économique et d'une incertitude persistante en Europe, les retards de paiement perdurent.

Révélateur des tensions financières, la part des "grands retards" augmente sensiblement : 9,3 % des acteurs accusent des retards supérieurs à 30 jours au cours du deuxième trimestre 2025, au plus haut depuis quatre ans. Dans ces conditions, le retard moyen remonte à 14 jours.

Carte des comportements de paiement des structures publiques et privées en Europe au 2e trimestre 2025



• Les Pays-Bas toujours exemplaires devant l'Allemagne, un challenger régulier

Avec un retard moyen de 3 jours de retard en 2025, les Pays-Bas sont un modèle de rigueur. Plus de huit payeurs sur dix respectent les dates d'échéance et à peine plus d'1 % dépasse le terme d'au moins un mois. L'Allemagne fait également figure de bon élève avec un retard sous 7 jours et plus de six acteurs sur dix respectueux des dates d'échéances.

• La Belgique, l'Irlande et le Royaume-Uni dans une fragile zone de confort

La Belgique est retombée sous 12 jours de retards en 2025 à la faveur d'un meilleur respect des délais (47 % soit 3 % de plus qu'un an plus tôt) et une plus grande rigueur sur les grands retards (6,4 % en T2). L'Irlande (12,7 jours) et le Royaume-Uni (12,9 jours) font également mieux que la moyenne européenne. En termes de bons payeurs, l'Irlande affiche une dégradation sensible avec un taux qui reste au-delà de 50 % (54,3 %) mais en recul de 4 % depuis fin 2024.
Le voisin britannique résiste mieux (57,5 %). En revanche, l'un comme l'autre, accusent une hausse sensible des grands retards au cours du 2e trimestre.

• Une fracture comportementale des pays du sud de l'Europe menés par la France

Le Portugal est à la traîne avec un retard moyen de 24 jours et 16 % des entreprises payent leurs fournisseurs avec plus d'un mois de retard. Une sur cinq s'acquittera de ses factures à l'heure.

L'Italie, pionnier dans la mise en place de la facturation électronique B2B dans l'Union Européenne dès 2019, ne montre pas encore d'effets vertueux sur les délais de paiement. Le pays présente un retard moyen de 17 jours et près de 12 % des organisations décalent leurs règlements de plus de 30 jours.

La France et l'Espagne sont les champions de cette troisième division. Les entreprises espagnoles ont ramené leur retard moyen juste sous 15 jours en fin de semestre. De chaque côté des Pyrénées, moins d'un acteur sur deux paie à l'heure (45 %).

La France décroche rapidement et atteint les 14,1 jours

En 2025, les factures en souffrance s'accumulent et sont réglées en moyenne deux semaines après le terme. En deux ans, le délai d'encaissement des factures s'est allongé de deux jours et atteint les 14,1 jours en 2025.
Il s'agit de la **pire trajectoire sur la période en Europe.**

Au-delà du nombre de jours, c'est davantage le taux de grands retards qui interpelle : depuis fin 2024, plus de 9 % des payeurs retardent les règlements d'au moins un mois. Et, **3,8 % dépassent la date de facture de plus de trois mois**, un délai qui suggère des litiges commerciaux ou anomalies de facturation rendant compliqués et onéreux les processus de recouvrement.

Les grandes organisations franchissent la barre des 21 jours de retard

Au-delà du contexte économique, un effet de taille demeure. Dans les **TPE** d'au moins 3 salariés, le retard se maintient sous 13 jours. Au-delà, le délai s'allonge de plus d'une journée en un an et atteint 13 jours pour les **PME de moins de 50 salariés**, 14,3 jours pour celles comptant jusqu'à 199 salariés et dépasse légèrement 16 jours pour les structures de **200 à 999 salariés.**
Régulièrement pointées du doigt pour leur lenteur de règlement des factures, les grandes entreprises de **plus de 1 000 salariés approchent 21 jours de retard de paiement.**

Ce chiffre douloureux pour nombre de TPME en attente de règlement est imputable davantage au secteur public qu'au privé. En effet, au-delà de 1 000 agents, **l'organisation publique** fait patienter ses fournisseurs en moyenne environ 26 jours tandis que le **secteur privé** contient les retards aux environs de **16 jours.** À noter que le secteur public est contraint par un délai contractuel plafonné à 30 jours ou de 50 jours pour les établissements de santé alors qu'il est à 60 jours dans le privé.

Le secteur public plus en peine, en particulier les hôpitaux et services déconcentrés de l'État

En 2025, le **secteur public** approche en moyenne 15 jours de retard de paiement.

Les comportements de paiement sont globalement rigoureux dans les **collectivités** (communes, régions, départements) avec 13,6 jours à fin S1 2025. La situation est plus délicate pour les EPA **(établissements publics administratifs)** (ex : communauté urbaine de communes etc.) qui approchent désormais 17 jours (16,6). Les **EPIC** (établissements publics à caractère industriel ou commercial) sont eux-aussi tout proches de 17 jours (16,9).

Dans **l'enseignement**, les comportements de paiement se tendent pour les collèges et lycées (établissements publics locaux d'enseignement) et atteignent près de 15 jours.

La situation est également inconfortable dans l'enseignement supérieur et la recherche (établissement public national à caractère scientifique culturel et professionnel) : on y franchit la barre des 16 jours au S1.

Dans la **santé et le social,** fortes disparités entre l'hôpital, avec des retards au-delà des 20 jours, et les Ehpad (établissement public local social et médico-social) qui présentent des comportements bien plus rigoureux à 13 jours.

Mais c'est dans **l'administration de l'État** (principalement les services déconcentrés de l'État) que le décalage de paiement est le plus lourd avec plus de 25 jours de retard en moyenne. Les services déconcentrés de l'État assurent le relais, sur le plan local, des décisions de l'administration centrale.

Dans le secteur privé, la situation se tend pour les associations

Dans le secteur privé, les délais s'allongent, mais plus lentement que dans le public. Encore sous 12 jours début 2024, le retard moyen **se stabilise à 13,3 jours en 2025.**

La situation des entrepreneurs individuels, qui présentaient un an plus tôt la plus forte dégradation des comportements de paiement, s'améliore très sensiblement (12,2 jours au T2 2025).

Pour les **sociétés commerciales**, la situation se dégrade progressivement, sans signe d'amélioration. Sous 12 jours début 2024, le retard moyen s'établit en T2 à 13,4 jours.

La situation est plus marquée et sévère dans les **associations** et **sociétés civiles professionnelles (SCP) et de moyens (SCM).**

Traditionnellement vertueuses, les SCM connaissent cette année une envolée des retards de paiement, se situant désormais à 13,9 jours juste sous la moyenne nationale. Il s'agit de structures (type cabinets médicaux) réservées aux professions libérales pour mettre en commun des moyens d'exploitation.

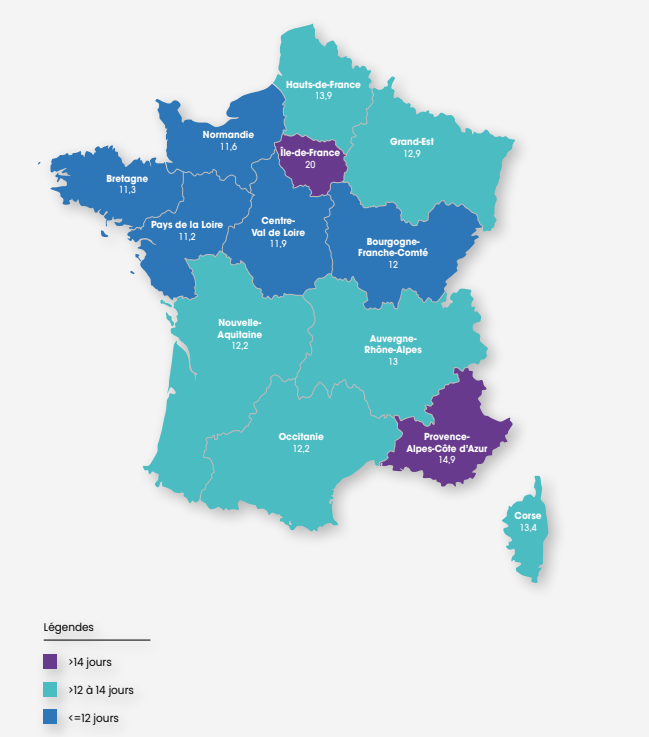
Le secteur associatif est à la peine tout en restant sous les 14 jours avec une dégradation concentrée sur 2025, basculant au-dessus de 13 jours (13,8 jours en T2). Les associations présentant les plus gros retards se situent plutôt dans les activités de loisirs comme le spectacle vivant, les musées, le sport mais aussi l'hébergement touristique et dans la santé tels que les centres dentaires ou encore dans les services aux entreprises et en particulier l'aide à l'emploi.

Une dégradation des paiements plus marquée en Île-de-France et en Auvergne-Rhône-Alpes

Si les difficultés sont sensibles sur l'ensemble du territoire, elles sont toutefois plus marquées sur les deux premières régions économiques françaises, Auvergne-Rhône-Alpes et l'Île-de-France.

Avec désormais une moyenne de 20 jours de retard, soit 2,6 jours de plus qu'il y a deux ans, cette dernière témoigne de la force des tensions économiques. La région francilienne se distingue par ailleurs par une faible proportion de payeurs sans retard ; un tiers seulement règlent leurs fournisseurs à l'échéance prévue. La région Auvergne-Rhône-Alpes contient ses retards sous la moyenne nationale mais ceux-ci s'envolent de 2,5 jours en deux ans et atteignent 13 jours.

Carte des comportements de paiement des structures publiques et privées françaises en région au 2e trimestre 2025.



Sur le podium des mauvais payeurs, la région PACA reste sur la 2ème marche suivie par les Hauts-de-France

La troisième région économique du pays connaît une dégradation à peine moins sévère (+2,2 jours en deux ans) confortant ainsi la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur sur la deuxième place du podium en termes de retard. Cette dernière affiche en moyenne près de 15 jours (14,9).

Derrière l'Île-de-France et la Provence-Alpes-Côte-d'Azur, les Hauts-de-France grimpent sur le podium avec 13,9 jours. Ce revers tient davantage à la résistance de la Corse qu'à la dégradation des comportements des acteurs des Hauts-de-France qui se limite à 1,2 jours en deux ans.

La Corse tombe donc au pied du podium avec un retard qui retrouve sa valeur du printemps 2023 (13,4 jours) reculant donc après avoir atteint un pic à 14 jours fin 2024.

Quatre régions entre 12 et 13 jours de retard de paiement

La région Grand-Est est juste sous 13 jours (12,9 jours), un délai qui s'est allongé de plus de 2 jours en deux ans.

Les régions Bourgogne-Franche-Comté, Occitanie et Nouvelle-Aquitaine sont aux environs de 12 jours contre 10 jours il y deux ans.

Dans le Nord-Ouest, quatre bons élèves sous le seuil des 12 jours

Les Pays-de-la-Loire et la Bretagne sont les champions. Avec environ 11,2 jours, les organisations de ces deux régions sont les plus vertueuses de France. Elles n'échappent toutefois pas au contexte économique et accusent une dégradation sensible, supérieure à 2 jours depuis le printemps 2023.

La Normandie (11,6 jours) résiste mieux (+1,1 jours) et le Centre-Val-de-Loire parvient difficilement à rester sous la barre des 12 jours.

L'immobilier toujours à la peine, tandis que le bâtiment et la manufacture sont les meilleurs élèves

CONSTRUCTION

La **construction** affiche des comportements de paiement très disparates.

Le bâtiment confirme être un secteur vertueux avec à peine plus de 8 jours de retard (8,3 jours en T2 2025), une valeur en amélioration d'une journée sur un an. Cette performance est portée par les TPE qui constituent plus de 80 % des 140 000 entreprises analysées.

Dans les travaux publics, le retard moyen recule également sensiblement et retombe à 12,3 jours en fin de semestre. En revanche, l'immobilier reste dans le rouge. La situation se dégrade encore rapidement pour les agences immobilières qui approchent désormais un mois de retard (28,8 jours).

INDUSTRIE

Les industriels règlent globalement leurs fournisseurs avec trois jours de moins que la moyenne. Mais dans le détail, des écarts importants subsistent.

Ainsi, **l'agroalimentaire** s'inscrit sur une tendance délicate : traditionnellement sous 12 jours, le secteur dépassait 13 jours au 1e trimestre et 14 jours au 2e trimestre. Une trajectoire accélérée par la boulangerie dont le retard moyen a franchi 17 jours en avril et approche 19 jours en juin.

En **manufacture**, l'orientation est défavorable pour l'imprimerie qui se situe à 14,4 jours en T2 soit 2,4 jours de plus en un an. Le secteur Energie- Eau-Environnement évolue peu autour de 14,4 jours, une moyenne portée par la production d'électricité qui concentre le quart des acteurs analysés. Toujours sous tension, la branche textile-habillement amorce une légère amélioration en fin de semestre (14,7 jours) après avoir atteint 15 jours au 1e trimestre. Une tendance confirmée dans la fabrication de vêtements de dessus qui accuse toutefois encore 25 jours de retard. La maroquinerie et articles de voyage s'améliore et repasse sous 13 jours en 2025. Les meilleurs élèves industriels sont dans les produits plastique, structures métalliques et réparation-maintenance qui restent sous 10 jours.

COMMERCE

Le **commerce** présente lui aussi de grands écarts.

Ainsi, dans les échanges **interentreprises,** les activités liées aux matériaux de construction contiennent le retard aux environs de 10 jours, en revanche, celles du textile-habillement dépassent désormais 21 jours. Le **commerce de détail** n'est pas davantage homogène. Le bricolage & équipement du foyer est quasi stable sous 10 jours, une performance plutôt tirée par la quincaillerie (sous 8 jours). En revanche, les comportements de paiement se dégradent dans le détail alimentaire qui franchit 14 jours cette année ou le soin de la personne & optique à près de 17 jours en dépit des bons chiffres des pharmacies (11 jours). C'est en vente hors magasin que le retard moyen est le plus haut (au-delà de 27 jours) aggravé par le e-commerce qui dépasse 30 jours. Le commerce d'habillement présente des retards à la moyenne nationale (14 jours) en amélioration de 3 jours par rapport au printemps 2023. L'automobile, sous 12 jours, résiste portée par les activités de réparation, stables sous 11 jours tandis que le commerce de véhicules a franchi la barre des 13 jours en mai et juin.

SERVICES AUX ENTREPRISES

Dans les **services aux entreprises**, les comportements de paiement sont globalement défavorables.

Les retards de paiement approchent 26 jours au 2e trimestre dans la sécurité et dépassent 20 jours dans les voyages. Ils dérapent rapidement dans les services techniques, au-delà de 18 jours, une moyenne tirée notamment par les activités de conseil proches de 21 jours.

INFORMATION - COMMUNICATION

En **information – communication**, les chiffres sont très mal orientés dans la diffusion de programmes radio-TV au-delà de 26 jours de retard et les activités de production de film au-delà de 25 jours, comme dans l'édition.

TRANSPORTS

Pour les **transports**, le retard moyen se stabilise autour de 17 jours dans le fret. Le retard dérape sensiblement côté transport de voyageurs, proche de 20 jours. Un délai dégradé par les taxis, au-delà de 30 jours.

RESTAURATION

Le secteur du **CHR** avait montré des signes de redressement au cours du 2e semestre 2024 qui n'ont pu se confirmer en 2025. Ainsi, si le retard moyen se stabilise à 13,5 jours dans l'hébergement, il repasse au-dessus de 20 jours dans la restauration et de 15 jours pour les débits de boisson.

SERVICES AUX CONSOMMATEURS

Dans les **services aux consommateurs,** la tendance est également dégradée pour les coiffeurs et soins de beauté proches de 25 jours.

AGRICULTURE

Dans l'agriculture, les comportements de paiement pour l'élevage (13,7 jours) se tendent de nouveau depuis un an et peinent à rester sous le retard de la moyenne nationale. Les difficultés sont plus fortes encore pour les cultures (14,3 jours), notamment pour la vigne qui passe la barre des 16 jours en juin.

AUTRES ACTIVITÉS

Parmi les autres activités, les chiffres dérapent dans la santé au-delà de 18 jours de retard désormais, l'action sociale (16,6 jours) dont en particulier l'aide à domicile qui approche 28 jours, mais aussi les activités culturelles (17,4 jours) ou sportives (17,9 jours).

Thierry Millon conclut :

« Facturation électronique : **l'espoir de règlements plus rapides !**

La réduction des retards de paiement est un levier fondamental, stratégique pour la compétitivité, la confiance et la résilience des organisations. Les dirigeants, et plus largement les financeurs et l'ensemble des décideurs économiques, ont un rôle clé à jouer pour faire évoluer les pratiques. Le retard de paiement peut s'expliquer par des processus internes technologiques très rigoureux, une trésorerie fluctuante voire obérée, des services insuffisamment coordonnés entre les intervenants - de l'acheteur au financier en passant par le juridique - sans compter les litiges commerciaux et les erreurs de facturation. Le secteur public n'est pas en reste, l'étude le révèle. Comme dans le privé, le fournisseur doit composer avec des procédures comptables jugées rigides, un manque d'effectif parfois et bien entendu la saisonnalité budgétaire. L'arrivée de la facturation électronique porte cependant un espoir d'amélioration.

Certes, les mauvais payeurs vont toujours faire preuve d'ingéniosité pour justifier de retarder le règlement, mais les autres - les plus nombreux, généralement disciplinés à payer à l'heure **une facture non entachée d'irrégularité** - devraient recevoir prochainement en majorité des factures conformes et donc payables à l'heure. Il faudra toutefois être patients.»

Notre méthodologie : la mesure des retards de paiement par Altares

Altares et les membres du réseau mondial Dun & Bradstreet ont initié un **programme exclusif de collecte et d'analyse des retards de paiement des clients.** Depuis près de 50 ans aux États-Unis et 40 ans en France et en Europe, le programme DunTrade® s'alimente des **informations provenant directement de la comptabilité client de 15 000 sociétés participantes.**

Il s'appuie sur une **observation factuelle de la réalité des paiements par une analyse en permanence des retards de paiement par rapport aux conditions contractuelles.** Le **périmètre** de l'étude Europe compte plus **de 600 millions d'expériences commerciales réelles par an** (relations fournisseur client). En France, chaque année, **30 millions d'expériences commerciales sont analysées** couvrant ainsi les comportements de paiement de plus de 2,5 **millions d'entreprises.**

Pour en savoir davantage sur comment Altares peut aider votre entreprise, rendez-vous sur : https://www.altares.com

A propos d'Altares

Expert de l'information sur les entreprises, Altares collecte, structure, analyse et enrichit les données BtoB afin de les rendre « intelligentes » et faciliter la prise de décision pour les directions générales et opérationnelles des entreprises. Le groupe propose son expertise sur toute la chaine de valeur de la data.

Partenaire exclusif en France, au Benelux et au Maghreb de Dun & Bradstreet, 1er réseau international d'informations BtoB, Altares se positionne comme le partenaire de référence des grands comptes, ETI, PME et organisations publiques, en leur offrant un accès privilégié à ses bases de données sur plus de 600 millions d'entreprises dans 220 pays.

SOMMAIRE

Comportements de paiement des structures publiques et privées en France et en Europe

1. Les comportements de paiement des structures publiques et privées en Europe

• **Les comportements de paiement des structures publiques et privées en Europe** (Royaume-Uni, Irlande, Allemagne, France, Belgique, Pays-Bas, Italie, Espagne, Portugal) par tranche de retard

• **Comparaison des délais moyens de règlement** en Europe au 2ème trimestre 2025

• **Carte des comportements de paiement des structures publiques et privées** en Europe au 2ème trimestre 2025

• **Courbes France / Europe de l'évolution des retards de paiement** des structures publiques et privées depuis 10 ans

• **Comparaison France / Europe des délais moyens de règlement** des structures publiques et privées par secteur d'activité

2. Les comportements de paiement des structures publiques et privées en France

• **Les comportements de paiement des structures publiques et privées** françaises par région

• **Carte des comportements de paiement** des structures publiques et privées françaises en région au 2ème trimestre 2025

• **Les comportements de paiement des structures publiques et privées** françaises par taille

• **Les comportements de paiement des structures privées** françaises par activité

• **Top 5 et Flop 5 des comportements de paiement** des structures privées françaises par activité au 2ème trimestre 2025

3. Annexes

• **Notes méthodologiques**

• **Secteurs d'activité analysés et codes NAF associés**

PARTIE 1

Les comportements de paiement des structures publiques et privées
Europe

Comportements de paiement des structures publiques et privées en Europe
par tranche de retard

Europe

EUROPE % d'entreprises réglant leurs fournisseurs	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024	T1 2025	T2 2025
Sans retard	48.2%	48.4%	48.3%	48.7%	49.0%	49.9%	49.7%	49.7%	50.4%	50.5%	50.6%	50.2%	50.1%	50.4%
En retard de moins de 30 jours	43.4%	43.3%	43.3%	43.0%	42.8%	41.6%	41.5%	41.5%	40.9%	40.5%	40.7%	41.0%	40.8%	40.3%
En retard d'au moins 30 jours	8.4%	8.3%	8.4%	8.3%	8.3%	8.5%	8.8%	8.7%	8.7%	9.0%	8.7%	8.8%	9.1%	9.3%
Retard de paiement global (moyenne en jours dont paiements effectués sans retard)	13.2	13.0	**13.1**	12.9	12.9	13.0	13.3	13.3	13.2	13.5	13.2	13.4	13.8	14.0

France

% d'entreprises réglant leurs fournisseurs	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024	T1 2025	T2 2025
Sans retard	36.7%	39.1%	41.3%	45.5%	47.4%	49.3%	49.2%	48.3%	48.1%	48.7%	47.8%	46.2%	43.8%	45.2%
En retard de moins de 30 jours	57.3%	55.3%	51.4%	47.4%	45.3%	43.0%	42.8%	43.4%	43.6%	42.7%	43.4%	44.7%	46.8%	45.5%
En retard d'au moins 30 jours	6.0%	5.7%	7.3%	7.2%	7.3%	7.6%	8.0%	8.3%	8.3%	8.6%	8.8%	9.1%	9.4%	9.3%
Retard de paiement global (moyenne en jours dont paiements effectués sans retard)	12.1	11.6	12.1	11.7	11.8	12.0	12.3	12.6	12.5	12.9	13.0	13.6	14.0	14.1

Allemagne

% d'entreprises réglant leurs fournisseurs	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024	T1 2025	T2 2025
Sans retard	64.1%	63.4%	63.7%	62.9%	63.0%	62.4%	62.9%	63.3%	62.4%	60.5%	60.9%	61.1%	61.4%	61.1%
En retard de moins de 30 jours	34.0%	34.7%	34.4%	35.1%	34.9%	35.2%	34.7%	34.4%	35.3%	36.7%	36.5%	36.2%	36.1%	36.2%
En retard d'au moins 30 jours	1.9%	1.9%	1.9%	2.0%	2.1%	2.3%	2.3%	2.3%	2.3%	2.8%	2.6%	2.7%	2.5%	2.7%
Retard de paiement global (moyenne en jours dont paiements effectués sans retard)	6.4	6.1	5.8	5.9	5.9	6.2	6.0	6.0	6.1	6.6	6.5	6.6	6.4	6.6

Belgique

% d'entreprises réglant leurs fournisseurs	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024	T1 2025	T2 2025
Sans retard	51.1%	53.6%	51.2%	45.9%	49.0%	46.7%	43.8%	44.0%	44.8%	43.4%	40.5%	40.2%	47.5%	46.5%
En retard de moins de 30 jours	43.9%	41.8%	43.9%	47.9%	45.0%	46.9%	49.3%	48.9%	48.2%	49.8%	52.7%	53.0%	46.4%	47.1%
En retard d'au moins 30 jours	5.0%	4.6%	5.0%	6.1%	6.0%	6.4%	6.9%	7.1%	7.0%	6.8%	6.8%	6.8%	6.1%	6.4%
Retard de paiement global (moyenne en jours dont paiements effectués sans retard)	9.6	9.0	9.5	9.9	10.8	11.4	12.2	12.4	12.3	12.3	12.7	12.7	11.4	11.7

Espagne

% d'entreprises réglant leurs fournisseurs	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024	T1 2025	T2 2025
Sans retard	44.0%	44.1%	44.2%	44.4%	43.9%	44.3%	44.4%	46.0%	44.3%	45.2%	43.3%	44.3%	44.2%	45.3%
En retard de moins de 30 jours	47.3%	47.3%	47.1%	46.8%	46.5%	46.2%	46.3%	44.7%	46.1%	45.1%	47.1%	46.0%	46.2%	45.6%
En retard d'au moins 30 jours	8.7%	8.6%	8.8%	8.9%	9.6%	9.5%	9.3%	9.3%	9.7%	9.7%	9.6%	9.7%	9.7%	9.1%
Retard de paiement global (moyenne en jours dont paiements effectués sans retard)	14.7	14.3	14.5	14.5	15.5	15.1	14.9	14.7	15.3	15.3	15.4	15.6	15.7	14.9

Irlande

% d'entreprises réglant leurs fournisseurs	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024	T1 2025	T2 2025
Sans retard	32.2%	30.6%	32.2%	34.0%	37.0%	38.7%	39.4%	43.2%	45.2%	51.3%	57.7%	58.3%	56.1%	54.3%
En retard de moins de 30 jours	58.8%	59.0%	58.8%	55.3%	53.3%	52.2%	52.7%	49.8%	46.5%	40.6%	34.2%	33.9%	35.6%	37.0%
En retard d'au moins 30 jours	9.0%	10.3%	9.0%	10.7%	9.7%	9.1%	8.0%	7.0%	8.2%	8.1%	8.2%	7.8%	8.3%	8.7%
Retard de paiement global (moyenne en jours dont paiements effectués sans retard)	14.7	15.9	14.9	15.7	14.5	13.9	13.0	11.9	12.8	12.2	11.8	11.6	12.2	12.7

Italie

% d'entreprises réglant leurs fournisseurs	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024	T1 2025	T2 2025
Sans retard	39.9%	40.2%	39.9%	40.6%	41.0%	41.5%	41.6%	41.2%	40.8%	40.8%	41.1%	41.2%	40.4%	40.6%
En retard de moins de 30 jours	47.7%	47.7%	47.7%	47.6%	47.3%	46.7%	46.7%	47.1%	47.3%	47.2%	47.6%	47.4%	48.1%	47.7%
En retard d'au moins 30 jours	12.4%	12.1%	12.4%	11.9%	11.7%	11.8%	11.7%	11.7%	11.9%	11.9%	11.3%	11.4%	11.5%	11.7%
Retard de paiement global (moyenne en jours dont paiements effectués sans retard)	17.5	17.5	17.7	17.5	16.1	16.9	16.8	16.9	17.1	17.1	16.5	16.5	16.8	17.0

Pays-Bas

% d'entreprises réglant leurs fournisseurs	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024	T1 2025	T2 2025
Sans retard	71.9%	71.6%	71.9%	75.8%	75.4%	76.7%	76.4%	76.6%	80.0%	80.0%	80.5%	80.3%	82.7%	81.6%
En retard de moins de 30 jours	25.7%	26.1%	25.6%	22.1%	22.6%	21.5%	21.8%	21.6%	18.6%	18.6%	18.2%	18.4%	16.0%	17.0%
En retard d'au moins 30 jours	2.4%	2.3%	2.4%	2.1%	2.1%	1.9%	1.8%	1.8%	1.4%	1.4%	1.3%	1.3%	1.3%	1.3%
Retard de paiement global (moyenne en jours dont paiements effectués sans retard)	5.1	5.0	5.0	4.5	4.4	4.1	4.1	4.0	3.4	3.3	3.2	3.2	2.9	3.1

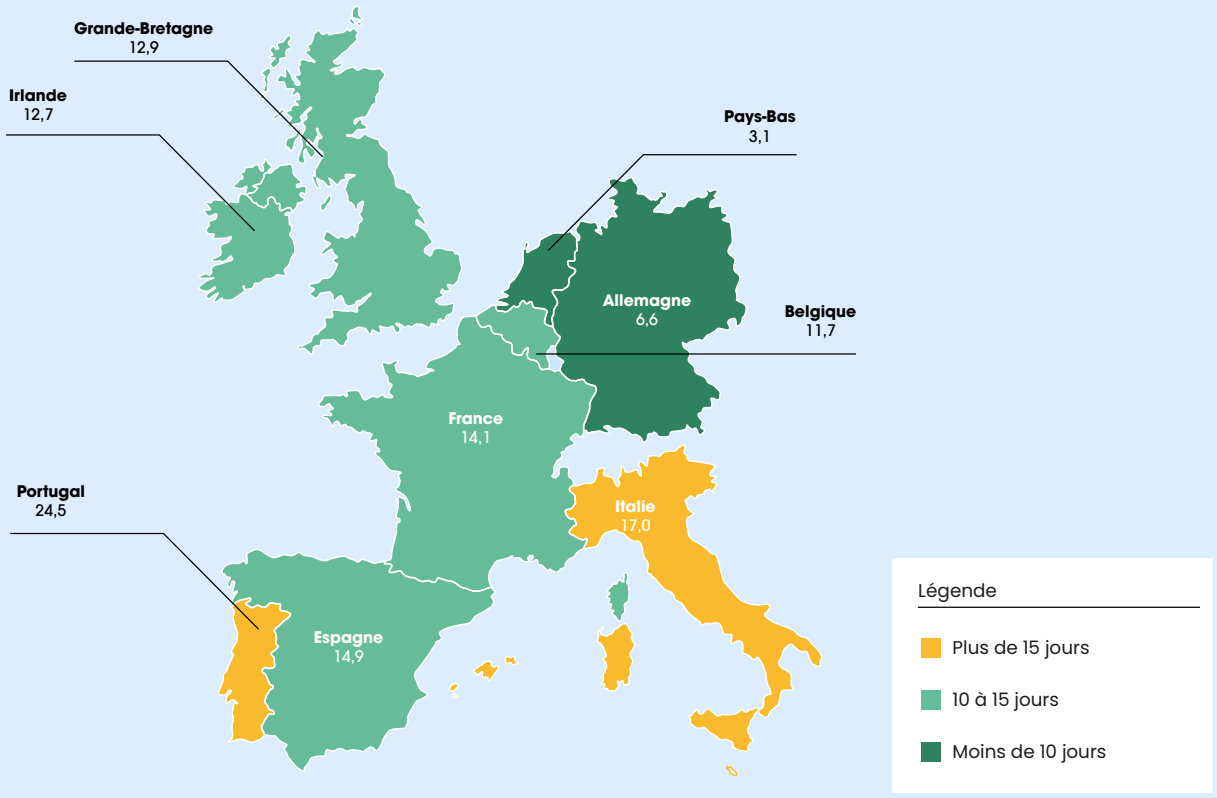
Portugal

% d'entreprises réglant leurs fournisseurs	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024	T1 2025	T2 2025
Sans retard	18.3%	19.3%	18.3%	21.1%	20.8%	20.1%	19.7%	19.2%	19.3%	18.9%	17.7%	18.6%	20.9%	20.3%
En retard de moins de 30 jours	64.2%	63.5%	64.2%	63.1%	63.6%	64.6%	65.1%	65.7%	65.4%	65.5%	66.2%	65.9%	63.2%	63.4%
En retard d'au moins 30 jours	17.5%	17.3%	17.5%	15.7%	15.6%	15.2%	15.2%	15.1%	15.4%	15.5%	16.1%	15.4%	15.9%	16.3%
Retard de paiement global (moyenne en jours dont paiements effectués sans retard)	26.4	26.1	26.5	25.0	24.3	24.0	24.0	23.9	24.1	24.3	24.8	24.0	24.2	24.5

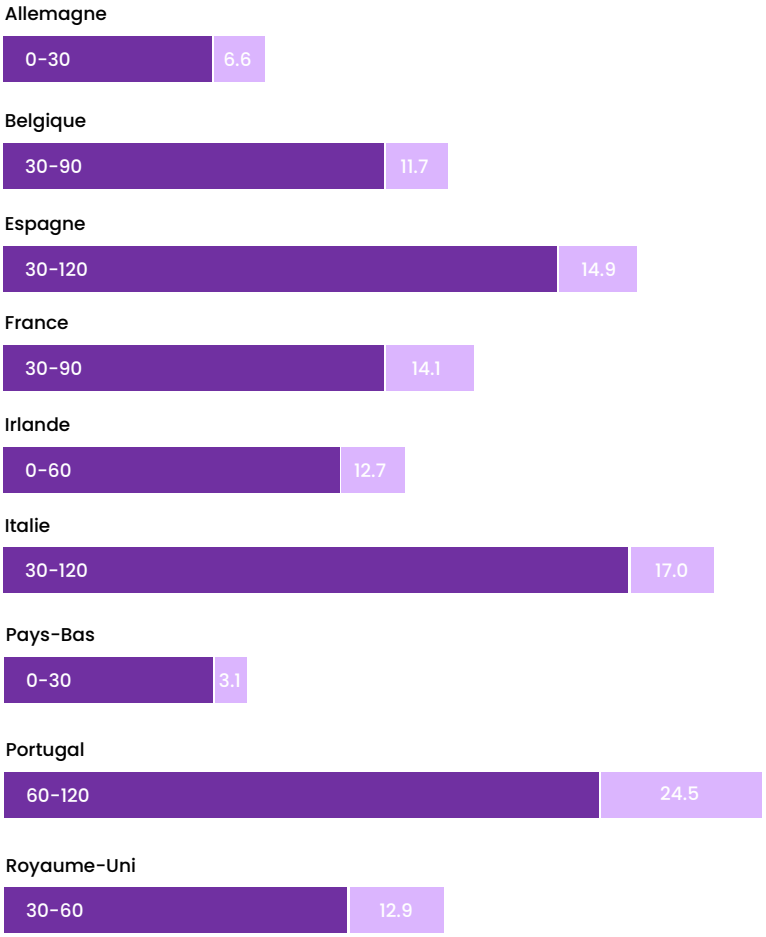
Royaume-Uni

% d'entreprises réglant leurs fournisseurs	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024	T1 2025	T2 2025
Sans retard	41.1%	39.6%	41.1%	42.8%	44.1%	49.4%	50.1%	51.5%	53.8%	56.6%	57.6%	58.6%	58.3%	57.5%
En retard de moins de 30 jours	49.8%	50.4%	49.8%	47.9%	46.7%	41.5%	40.9%	39.7%	37.5%	35.1%	34.5%	33.9%	33.6%	34.0%
En retard d'au moins 30 jours	9.1%	10.0%	9.1%	9.3%	9.2%	9.2%	9.0%	8.8%	8.7%	8.3%	7.9%	7.4%	8.1%	8.5%
Retard de paiement global (moyenne en jours dont paiements effectués sans retard)	14.6	15.6	14.7	14.6	14.5	13.8	13.6	13.2	12.8	12.2	11.7	11.2	12.3	12.9

Carte des comportements de paiement des structures publiques et privées en Europe au 2ème trimestre 2025



Comparaison des délais moyens de règlement en Europe au 2e trimestre 2025

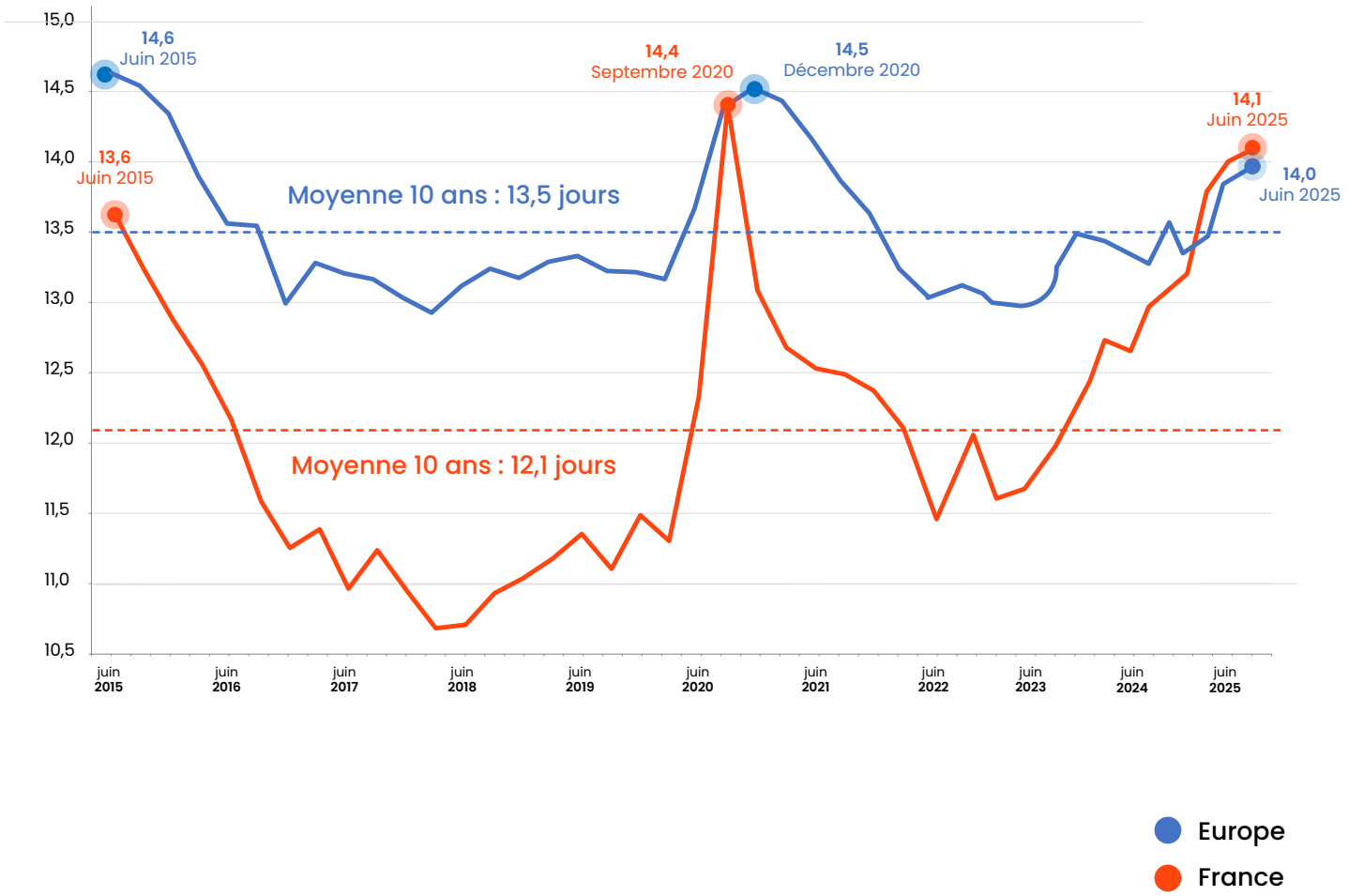


A noter

Les délais contractuels de règlement sont les tranches de délais théoriques habituellement constatés.

En pratique, les délais de paiement moyens hors retards se situent généralement au-delà de 70 jours au sud de l'Europe et à 30 - 60 jours dans les autres pays.

Comparaison France / Europe de l'évolution des retards de paiement des structures publiques et privées depuis 10 ans



Comparaison France / Europe des délais moyens de règlement des structures publiques et privées par secteur d'activité

Activité	2023		2024		1er semestre 2025	
	Europe	France	Europe	France	Europe	France
Agriculture	12,9	11,4	12,9	12,9	13,1	14,0
Bâtiment	10,9	8,9	11,3	9,4	11,3	8,5
Détail	16,3	12,5	16,7	12,4	16,7	13,8
Gros	11,9	11,5	11,9	11,5	12,1	12,9
Immobilier	15,1	19,3	16,2	20,9	17,2	24,4
Industrie	11,3	10,7	11,5	10,7	11,6	11,4
Services	11,9	13,7	11,9	14,8	12,3	19,0
Transport & logistique	13,2	15,7	13,5	16,0	14,2	17,2
Ensemble	13,1	12,1	13,3	13,0	13,9	14,0

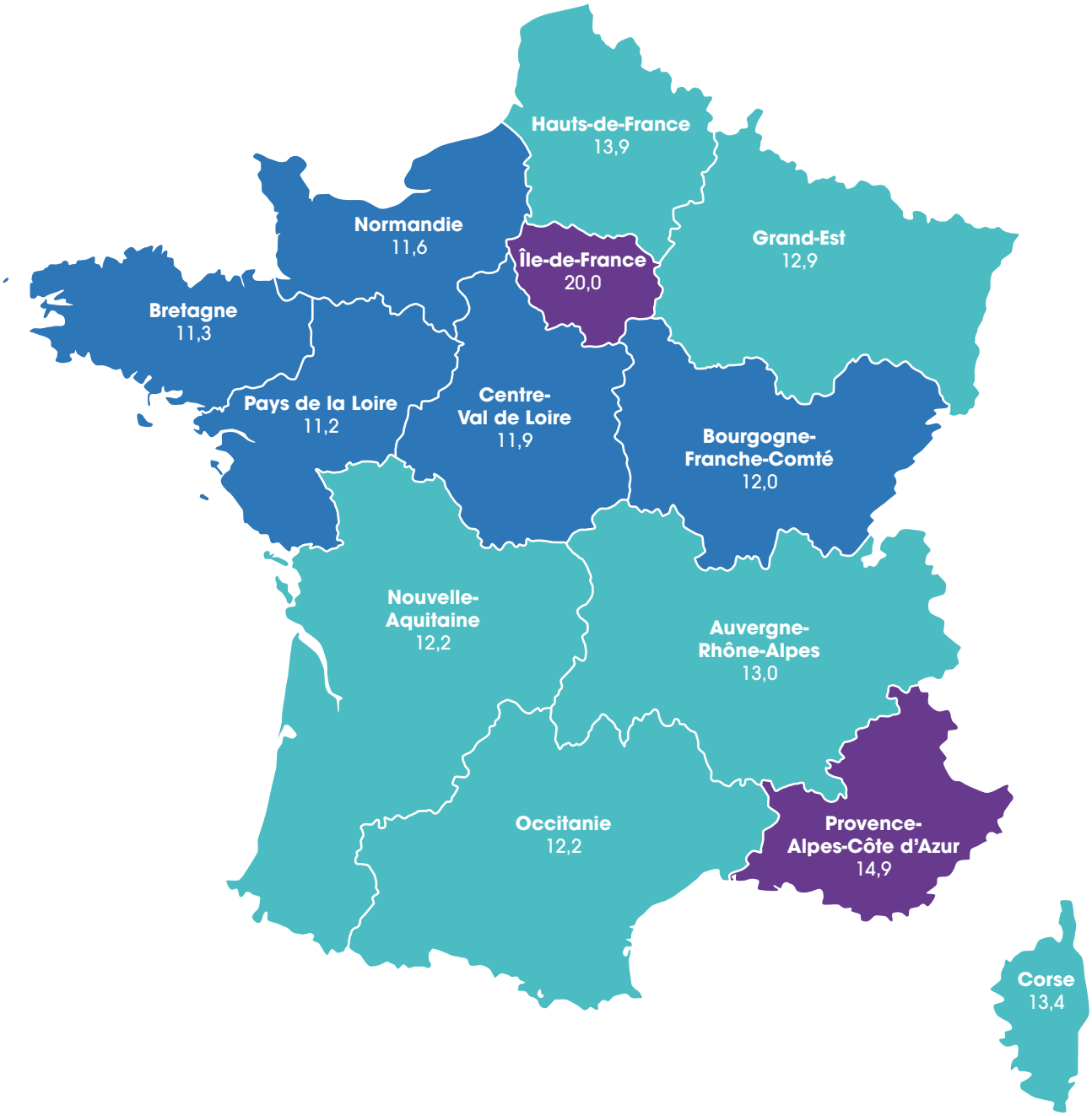
PARTIE 2

Les comportements de paiement des structures publiques et privées
France

Les comportements de paiement des structures publiques et privées **françaises** par région

France	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024	T1 2025	T2 2025
AUVERGNE-RHONE-ALPES	10.4	9.9	10.4	10.2	10.3	10.5	10.6	10.9	10.8	11.2	11.4	12.2	12.9	13.0
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE	10.2	9.8	10.3	9.9	10.0	10.0	10.1	10.3	10.1	10.2	10.4	11.0	11.6	12.0
BRETAGNE	9.2	9.0	9.3	8.9	8.8	8.9	10.1	10.8	10.7	10.8	10.9	11.3	11.6	11.3
CENTRE-VAL DE LOIRE	10.6	10.2	10.7	10.5	10.3	10.2	10.4	10.7	10.4	10.5	10.6	11.3	11.6	11.9
CORSE	14.5	13.4	14.0	13.3	12.9	13.4	13.9	13.9	13.3	13.1	13.4	14.0	13.6	13.4
GRAND EST	11.5	10.9	11.4	10.6	10.5	10.7	10.9	11.1	11.0	11.3	11.5	12.0	12.7	12.9
HAUTS-DE-FRANCE	12.7	12.2	12.8	12.5	12.5	12.7	12.4	12.7	12.7	12.7	12.8	13.4	13.9	13.9
ILE-DE-FRANCE	16.9	16.1	17.0	16.4	17.0	17.4	17.4	17.7	17.5	18.2	18.1	18.7	19.7	20.0
NORMANDIE	10.7	10.1	10.6	10.3	10.5	10.6	10.6	11.0	10.7	10.8	11.0	11.4	11.6	11.6
NOUVELLE-AQUITAINE	10.3	9.7	10.1	9.8	9.5	9.9	11.1	11.9	11.8	12.3	12.5	13.0	12.6	12.2
OCCITANIE	10.8	10.3	10.8	10.2	10.0	10.2	10.6	11.1	10.9	11.4	11.6	12.2	12.3	12.2
PAYS DE LA LOIRE	9.6	9.0	9.3	8.9	8.9	9.0	9.5	10.1	9.9	10.2	10.4	10.9	11.2	11.2
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	13.0	12.5	13.1	12.5	12.6	12.7	12.9	13.3	13.0	13.4	13.6	14.4	14.8	14.9
OUTRE-MER	19.3	19.3	20.0	19.0	19.2	20.0	20.4	21.0	21.3	20.8	19.6	17.8	15.4	15.6
France	12.1	11.6	12.1	11.7	11.8	12.0	12.3	12.6	12.5	12.9	13.0	13.6	14.0	14.1

Carte des comportements de paiement des structures publiques et privées françaises en région au 2ème trimestre 2025



Légendes

- >14 jours
- >12 à 14 jours
- <=12 jours

Les comportements de paiement des structures publiques et privées françaises par taille

	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024	T1 2025	T2 2025
Moins de 3 salariés	12.9	12.0	12.8	11.9	11.7	12.2	13.3	13.8	13.6	14.0	14.0	14.3	15.4	15.2
3 à 9 salariés	11.5	11.1	11.6	11.3	11.4	11.5	11.2	11.2	11.0	11.8	11.9	12.3	12.4	12.6
10 à 49 salariés	11.1	10.8	11.1	11.2	11.6	11.5	11.1	11.5	11.4	11.7	12.0	12.5	12.7	13.0
50 à 199 salariés	11.6	11.2	11.4	11.9	12.5	12.4	12.2	12.8	12.8	12.7	12.9	13.5	14.1	14.3
200 à 999 salariés	13.8	13.7	13.9	14.6	15.1	14.7	14.5	15.1	15.1	14.5	14.6	14.8	15.8	16.1
1000 salariés et +	16.8	16.7	16.5	17.7	18.1	17.7	17.5	18.7	18.8	17.8	17.6	17.8	18.7	20.6
France	12.1	11.6	12.1	11.7	11.8	12.0	12.3	12.6	12.5	12.9	13.0	13.6	14.0	14.1

Top 5 et Flop 5 des comportements de paiement des structures privées françaises par activité au 1er semestre 2025

Les retards les plus courts			Les retards les plus longs		
Secteur	Activités	Jours de retard	Secteur	Activités	Jours de retard
Construction	Bâtiment	8.4	Immobilier	Agences immobilières	28.0
Industrie	Bois, matériaux de construction	8.8	Communication	Diffusion de programmes (TV / Radio)	26.2
Industrie	Caoutchouc, plastique	9.2	Commerce	Vente hors magasin (e-commerce)	27.1
Industrie	Réparation, maintenance	9.3	Immobilier	Promotion immobilière	26.4
Induistrie	Métallurgie, mécanique	9.6	Services aux entreprises	Sécurité	25.8

Les comportements de paiement des structures privées françaises
par activité

	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024	T1 2025	T2 2025
Agriculture														
Chasse, pêche, forêt	14.1	12.8	13.9	11.6	10.9	11.8	13.0	13.8	12.9	12.9	12.6	12.5	13.0	12.5
Culture	14.6	13.6	13.8	11.1	10.5	10.6	12.3	12.9	13.1	13.1	13.5	14.1	14.0	14.3
Elevage	14.4	13.0	12.9	10.2	10.0	9.5	11.7	13.2	13.0	11.9	12.0	12.9	13.8	13.7
Construction														
Bâtiment	8.6	8.2	8.4	8.4	8.0	8.5	9.2	9.7	9.5	9.3	9.1	9.2	8.5	8.3
Travaux publics	13.2	12.7	13.2	13.6	13.4	13.6	13.7	13.6	13.7	13.3	13.6	13.4	12.4	12.3
Promotion immobilière	24.4	23.9	24.1	24.1	24.7	26.3	26.5	27.1	26.8	26.8	25.3	25.8	26.5	26.3
Agences immobilières	14.4	14.3	15.9	14.9	16.2	17.3	16.5	17.0	17.5	21.7	23.6	25.6	27.2	28.8
Autres activités immobilières	17.8	16.0	17.1	15.8	17.5	17.6	18.6	20.0	20.2	19.9	19.6	20.8	23.7	23.2
Commerce de détail														
Commerce & réparation véhicules	12.7	11.2	11.6	10.5	10.2	10.0	10.5	10.9	10.8	10.7	10.8	11.2	11.5	11.6
Magasins multi-rayons	13.0	12.5	13.0	12.1	12.1	10.8	10.9	11.5	11.1	9.8	9.9	10.5	10.4	11.0
Détail alimentaire	11.6	11.9	12.8	13.2	13.5	13.6	13.2	12.9	12.0	12.3	12.7	13.5	14.0	14.2
Bricolage & équipement du foyer	9.8	9.5	10.1	9.7	9.4	9.5	9.4	9.5	9.3	9.5	9.6	9.8	9.7	9.6
Sport & loisirs	9.9	10.3	10.6	10.2	10.5	10.2	10.2	9.9	9.1	10.1	10.7	11.1	10.9	10.7
Commerce d'habillement	17.5	17.6	18.7	16.6	16.1	17.0	16.7	15.4	13.9	14.2	14.6	14.5	14.3	14.0
Soin de la personne & optique	11.1	11.0	11.9	10.3	10.3	10.5	9.9	9.6	9.2	12.9	13.8	16.4	18.1	16.9
Vente hors magasin	18.1	17.6	19.5	17.3	16.3	18.1	18.6	18.2	16.8	20.3	21.3	25.2	27.0	27.2
Autres commerces de détail	13.8	13.6	14.4	13.2	13.1	14.1	14.5	14.5	13.5	14.4	15.4	16.6	17.5	17.1
Carburants & combustibles	16.3	11.3	12.7	11.2	11.0	10.8	10.8	11.7	12.3	11.7	10.8	10.5	11.4	11.2
Commerce Interentreprises														
Intermédiaires du commerce	13.7	13.5	14.2	13.2	12.9	13.4	13.3	13.5	13.4	14.4	14.9	15.3	15.6	15.9
Alimentaire	11.7	11.5	12.0	11.8	12.1	12.5	11.6	11.8	11.9	12.5	12.6	12.9	13.1	13.6
Textile, habillement	18.0	18.1	19.7	19.7	19.2	19.1	18.8	18.1	16.0	18.0	19.1	20.8	20.7	21.1
Biens domestiques	12.8	12.6	13.3	13.2	13.1	13.6	13.1	13.0	12.2	13.4	14.2	15.1	15.0	15.1
Equipements informatiques & électroniques	10.6	10.5	10.8	10.6	10.5	11.0	10.5	10.4	10.5	11.1	11.3	11.7	11.4	11.8
Machines & équipements	10.2	9.8	10.4	10.2	10.1	10.4	10.0	10.3	10.0	10.4	10.7	11.1	11.3	11.3
Matériaux de construction, sanitaire…	9.6	9.5	9.7	9.6	9.3	9.3	8.9	9.3	9.4	9.4	9.9	10.1	9.9	10.2
Autres commerces de gros	12.3	12.4	13.2	12.8	12.5	12.7	12.5	12.5	12.0	12.9	13.4	13.9	14.4	14.3
Industrie														
Industrie alimentaire	11.5	11.2	11.8	11.6	11.6	11.8	11.8	11.9	11.9	11.6	11.6	12.4	13.1	14.1
Industrie extractive	10.4	9.8	10.0	10.0	9.8	10.0	10.1	10.4	10.1	9.7	9.5	9.2	10.5	10.0
Textile, habillement, cuir	13.5	13.2	13.7	12.9	12.8	12.7	12.7	13.1	12.3	13.3	14.2	14.8	15.0	14.7
Bois, matériaux de construction	10.0	9.4	9.2	8.7	8.3	8.2	8.4	8.6	8.6	8.4	8.5	8.9	8.8	8.9
Papier, carton	10.5	9.7	9.6	9.2	8.5	8.9	9.3	9.7	9.2	9.5	9.8	9.9	9.8	10.4
Imprimerie	12.8	12.4	13.0	11.7	10.9	11.6	11.8	12.1	11.6	12.0	12.9	13.6	13.9	14.4
Energie, Eau, Environnement	13.7	13.4	14.1	13.9	14.2	14.4	14.6	14.9	14.8	14.6	14.2	14.3	14.3	14.4
Chimie, Pharmacie	10.7	10.2	10.8	11.3	11.5	11.3	11.5	12.3	12.1	12.0	12.5	12.3	12.3	12.6
Caoutchouc, plastique	9.5	9.5	9.8	9.9	9.7	9.4	8.7	9.3	9.0	9.2	9.4	9.8	9.1	9.2
Métallurgie, mécanique	10.2	10.1	10.0	9.6	9.6	9.5	9.5	9.8	9.4	9.1	9.3	9.5	9.3	9.9
Informatique, électronique	11.9	11.8	11.9	12.0	11.8	12.0	11.9	12.5	12.6	12.2	12.1	12.8	12.6	12.8
Equipements électriques	10.0	9.5	9.9	10.4	10.5	9.9	9.6	10.1	10.3	10.1	10.1	11.1	11.3	11.3
Machines et équipements	10.1	9.9	10.1	10.4	10.6	10.5	9.9	10.1	10.2	9.9	9.9	10.3	10.0	10.0
Industrie automobile, matériel de transport	11.4	10.7	10.6	10.3	10.5	10.5	10.7	10.9	10.7	10.1	10.8	11.5	11.3	11.5
Autres industries manufacturières	11.9	11.2	11.7	11.0	10.4	10.4	11.3	11.8	11.5	12.1	12.2	12.9	13.4	13.6
Réparation, maintenance	9.7	9.4	9.8	9.4	9.3	9.4	9.5	9.7	9.5	9.3	9.3	9.5	9.2	9.4

	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024	T1 2025	T2 2025
Information & communication														
Edition	9.5	9.2	9.8	10.4	12.5	14.3	13.3	12.7	12.8	16.8	19.3	23.4	25.3	25.2
Logiciels	13.0	13.3	13.9	12.8	12.9	14.1	14.9	15.7	15.3	17.1	17.6	18.0	17.9	18.6
Films & son	15.9	15.5	17.8	16.6	17.4	19.5	19.7	18.0	18.3	20.9	21.9	23.6	25.1	25.5
Diffusion de programmes	14.1	15.1	17.8	18.2	17.7	16.8	15.8	16.1	15.9	18.5	22.9	24.0	26.7	26.2
Télécommunications	14.2	14.2	14.3	14.7	14.8	15.0	13.9	15.0	14.5	15.1	14.6	15.1	15.7	14.8
Services informatiques	12.6	12.7	13.7	13.2	13.3	14.3	14.2	14.2	13.7	15.8	16.3	17.0	17.9	18.1
Services d'information	15.3	14.8	16.5	13.1	13.5	13.5	11.3	15.4	16.7	22.7	25.0	25.3	21.8	21.9
Transport & logistique														
Transport routier de voyageurs	15.7	14.7	15.7	14.5	14.5	15.0	15.0	14.1	14.5	15.7	16.4	17.5	19.7	19.6
Transport routier de marchandises	16.0	15.5	16.1	15.6	15.6	15.8	15.9	16.2	16.0	16.6	17.0	16.9	17.1	16.9
Transport non routier	16.6	16.0	16.5	15.9	15.6	16.1	16.1	15.6	17.1	18.3	18.2	17.6	16.9	14.7
Services de transport	17.1	16.3	16.4	16.0	15.8	15.8	15.2	15.9	15.5	15.6	15.5	16.0	16.6	16.8
Activités d'assurance et financières														
Activités financières	12.4	12.1	13.6	12.9	13.7	14.1	13.6	13.7	13.7	15.0	15.9	17.4	18.6	18.8
Activités d'assurance	9.2	8.9	9.6	9.6	11.5	12.1	9.9	10.1	10.2	15.2	16.8	18.3	21.9	22.8
Services aux entreprises														
Services techniques aux entreprises	12.0	11.8	12.8	12.2	12.9	13.2	12.5	12.6	12.5	15.1	16.1	17.4	18.5	18.6
Services administratifs aux entreprises	15.0	14.8	16.3	15.2	15.5	15.9	15.6	15.6	15.2	16.0	16.1	16.8	17.0	17.6
Activités de location	15.1	14.2	14.5	13.4	13.3	14.1	14.4	14.6	14.4	14.3	14.3	15.1	15.3	15.9
Mise à disposition de ressources humaines	13.0	13.7	15.2	13.9	15.2	16.1	14.9	14.5	13.7	14.9	15.6	16.0	16.3	16.6
Voyages	13.0	12.9	14.6	13.4	13.8	14.3	13.0	13.7	15.7	17.3	17.7	18.4	20.2	20.5
Sécurité	13.2	10.1	11.8	11.9	14.9	14.6	16.8	18.9	19.6	18.1	17.8	19.8	22.3	25.7
Nettoyage de bâtiments	13.9	13.7	14.6	13.6	13.5	14.2	15.1	15.9	15.7	16.8	17.1	17.5	17.5	17.2
Services administratifs de bureau	12.4	12.3	13.5	13.0	13.6	13.9	12.9	12.9	12.4	14.6	16.2	18.4	20.7	20.6
Autres activités de soutien aux entreprises	12.3	11.6	12.4	11.5	11.6	11.9	12.4	12.7	12.4	12.8	13.1	13.4	13.4	13.2
Hébergement, restauration, débits de boissons														
Hébergement	13.9	13.1	13.6	12.4	12.8	12.8	13.0	13.2	13.4	13.6	13.4	13.7	13.0	13.5
Restauration	20.8	19.4	20.1	18.8	19.1	19.4	19.7	19.1	18.1	18.1	15.9	16.9	18.1	20.7
Débits de boissons	14.3	12.7	13.9	15.8	18.5	17.8	17.8	16.4	14.5	14.6	11.7	12.4	13.5	15.5
Services aux consommateurs														
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	18.9	19.0	21.3	20.0	20.5	21.9	22.1	21.8	21.4	21.2	21.1	24.1	25.4	24.7
Activités de réparation	9.7	9.7	10.8	9.2	8.3	8.4	9.3	9.8	10.0	10.2	10.1	11.1	10.9	10.4
Autres services à la personne	14.3	13.3	14.1	12.3	12.8	12.7	12.2	12.6	13.2	13.5	13.8	14.7	16.3	16.6
Autres activités														
Santé humaine	12.7	12.1	12.5	11.7	12.0	11.9	11.7	12.3	12.0	13.4	14.9	16.5	17.9	18.2
Action sociale	12.4	12.2	12.7	12.8	13.5	13.6	13.5	14.1	14.1	14.5	14.8	15.5	16.5	16.6
Activités culturelles	13.1	12.5	12.9	12.3	13.1	13.7	14.6	14.9	14.6	15.9	16.1	16.9	17.2	17.4
Activités sportives	15.6	14.7	15.3	14.3	14.4	14.8	16.0	16.1	15.6	16.8	16.4	16.9	17.9	17.9
Autres activités récréatives	17.4	16.1	17.0	15.3	14.7	15.1	16.2	16.5	15.7	16.3	16.1	16.4	16.8	17.1
Enseignement	11.3	11.0	11.4	11.2	11.6	11.9	11.6	12.4	12.5	12.9	12.9	14.3	15.5	15.9
Autres activités	11.2	10.7	11.1	11.2	12.2	12.3	12.4	13.0	13.2	13.6	13.1	13.6	14.7	14.6
Ensemble des activités	**12.1**	**11.6**	**12.1**	**11.7**	**11.8**	**12.0**	**12.3**	**12.6**	**12.5**	**12.9**	**13.0**	**13.6**	**14.0**	**14.1**

Retards de paiement par catégorie juridique
secteur privé et secteur public

Secteur privé	T1 2024	T2 2024	T3 2024	T4 2024	T1 2025	T2 2025
Société commerciale	11,8	12,5	12,6	13,1	13,2	13,4
Entrepreneur individuel	13,1	13,4	13,7	14,1	13,5	12,2
Association loi 1901 ou assimilé	11,3	11,4	11,6	11,9	13,7	13,8
Société civile professionnelle ou de moyen	7,7	9,4	9,9	10,5	14,7	13,9
Secteur public	**T1 2024**	**T2 2024**	**T3 2024**	**T4 2024**	**T1 2025**	**T2 2025**
Collectivité territoriale	13,5	12,7	12,4	12,7	13,8	13,6
Etablissement public administratif (type communauté urbaine, de communes etc.)	16,1	15,1	15,2	15,3	16,3	16,6
Etablissement public ou régie à caractère industriel ou commercial	16,4	16,1	15,6	15,7	16,5	16,9
Administration de l'état (principalement les services déconcentrés de l'Etat)	20,2	19,9	20,7	23,4	23,4	25,4
Établissement public local d'enseignement (Colleges Lycées)	11,6	11,4	10,9	12,7	14,3	14,9
Établissement public national à caractère scientifique culturel et professionnel (enseignement supérieur et de recherche)	17,0	15,3	14,5	14,2	15,3	16,0
Établissement d'hospitalisation	21,6	20,6	20,1	20,5	21,0	21,7
Établissement public local social et médico-social (Maisons de retraite, Ehpad)	12,6	12,2	11,9	11,8	13,0	13,2
Ensemble	**T1 2024**	**T2 2024**	**T3 2024**	**T4 2024**	**T1 2025**	**T2 2025**
Secteur privé	11,9	12,5	12,6	13,1	13,3	13,3
Secteur public	13,9	13,3	12,9	13,6	14,7	14,8
Ensemble	12,5	12,9	13,0	13,6	14,0	14,1

ANNEXES

Note méthodologique

Le programme DunTrade ®, une observation factuelle de la réalité des paiements

Les membres du premier réseau mondial d'informations économiques et financières Dun & Bradstreet, dont Altares fait partie, ont initié il y a 50 ans aux États-Unis et 40 ans en France et en Europe, un programme exclusif de collecte d'informations de paiement provenant directement de la comptabilité client de 15 000 sociétés participantes. Ce programme DunTrade® analyse en permanence les retards de paiement par rapport aux conditions contractuelles. Le programme offre une observation factuelle de la réalité des paiements. Il comptabilise plus de 171 millions d'expériences commerciales réelles permanentes (relations clients-fournisseurs) dans le monde sur 37 millions d'entreprises, dont 8 millions en France sur 2,2 millions d'entreprises.

Altares, membre du réseau mondial Dun & Bradstreet, s'appuie sur le programme DunTrade® pour réaliser et publier régulièrement ses analyses des comportements de paiement des organisations privées et publiques en France et en Europe mais aussi pour enrichir ses modèles de score. Altares est contributeur de l'Observatoire des délais de paiement.

Définition et calcul du retard de paiement

Le retard de paiement, analysé par le programme DunTrade® se définit comme tout paiement effectué au-delà du terme convenu contractuellement. C'est également la définition retenue par le Parlement européen et le Conseil de l'Union Européenne dans l'élaboration de la directive 2011/7/UE sur la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales adoptée le 16 février 2011.
Le retard de paiement, calculé par Altares, correspond donc à l'écart mesuré en jours entre la date de règlement (ou date de l'analyse si le règlement n'a toujours pas été effectué) et la date d'échéance portée en facturation. Les retards calculés pour une même structure (unité légale) sont pondérés par les montants des factures.

Les règles

En France, la Loi de Modernisation de l'Economie, votée le 4 août 2008, a mis en place un plafonnement des délais de paiement interentreprises. Le délai par défaut est de 30 jours à compter de la date d'émission de la facture et ne peut dépasser 60 jours nets (ou 45 jours fin de mois). Les acheteurs publics pour leur part doivent honorer le paiement à réception de la facture sous 30 jours (Etat, collectivités et leurs établissements publics) ou 50 jours (établissements publics de santé et du service de santé des armées) voire 60 jours (entreprises publiques).
En cas de retard de paiement, des pénalités sont exigibles sans qu'un rappel ne soit nécessaire. De plus, le décret n°2012-1115 du 2 octobre 2012 fixe à 40 euros le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Des délais de paiement spécifiques sont prévus sous certaines conditions pour quelques produits alimentaires tels que des produits agricoles et alimentaires périssables, et de boissons notamment alcoolisées. Les délais sont également particuliers dans les transports tels que le transport routier de fret ou la location de voiture avec ou sans conducteur, mais aussi dans les secteurs saisonniers tels que les articles de sport ou le commerce de jouets. Par ailleurs, la loi Sapin II (9 décembre 2016) a instauré un délai de 90 jours pour les achats de biens et services en franchise de TVA et livrés hors de l'Union Européenne » (hors grandes entreprises).

Le non-respect de ces règles est passible d'une amende administrative dont le montant ne peut excéder 75 000 euros pour une personne physique et 2 millions d'euros pour une personne morale (montants doublés en cas de répétition de la faute). La sanction est publiée systématiquement sur le site de la DGCCRF et sur un support habilité à recevoir des annonces légales.

Les règles à connaître (DGCCRF) :

https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/dgccrf/documentation/fiches_pratiques/fiches/delais-de-paiement.pdf?v=1646318467

Nomenclature d'activités

Les statistiques de retards par activité s'appuient sur la nomenclature des activités françaises NAF révisée au 1er janvier 2008. (Voir en annexe la distribution des secteurs d'activité et les codes NAF qui leur sont associés dans les études trimestrielles Altares).

Secteurs d'activité analysés et codes NAF associés

Secteurs Activités	Codes NAF associés
AGRICULTURE	
Chasse, pêche, forêt	017 à 03
Culture	011 à 0113 ET 016 sauf 0163Z
Elevage	014 à 015 et 0163Z
CONSTRUCTION	
Bâtiment	412 à 43
Immobilier	411 et 68
COMMERCE	
Commerce & réparation de véhicules	45
Commerce de détail	47
Commerce de gros	46
INDUSTRIE	
Industrie agroalimentaire	10 à 12
Industrie hors agroalimentaire	05 à 09 et 13 à 39
INFORMATION & COMMUNICATION	
Services informatiques & édition de logiciels	5821 à 5829
Autres activités information & communication (Edition, production, télécommunication, diffusion de programme, information)	5811 à 5819 ET 59 à 61 ET 62 à 6312 et 6391 ET 6399
TRANSPORT & LOGISTIQUE	
Transport routier de marchandises	4941 à 4950
Autres activités de transport	4910 à 4939 et 50 à 53
ACTIVITES FINANCIERES & D'ASSURANCE	
Activités financières et d'assurance	64 à 66 hors 6420Z
SERVICES AUX ENTREPRISES	
Activités scientifiques et techniques	69 à 75 et 9601A
Services administratifs aux entreprises	77 à 82 et 6420Z
SERVICES AUX PARTICULIERS	
Activités de réparation	95
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	9602 ET 9604
Autres services à la personne	9601B ET 9603Z et 9609 à 98
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DEBITS DE BOISSON	
Hébergement	55
Restauration	56 sauf 5630
Débits de boissons	5630
AUTRES ACTIVITES	
Santé humaine & action sociale	86 à 88
Activités récréatives	90 à 93
Enseignement	85
Autres activités	94 et 99

altares

Altares

Tour Landscape
6, Place des Degrés
CS 40344
92045 La Défense CEDEX
contact@altares.com
Tél : 01 41 37 50 00

Directeur des études

Thierry Millon
Thierry.Millon@altares.com
Tel : 04 72 65 15 51

Relations presse

Urielle Dutartre
urielle.dutartre@coriolink.com
06 62 82 71 62

Loréane Cabezuelo
loreane.cabezuelo@coriolink.com
07 86 80 45 26

altares

Part of Dun & Bradstreet's
Worldwide Network

www.altares.com

Paris
Tour Landscape
6, Place des Degrés
CS 40344
92045 LA DEFENSE CEDEX
France
+33 (0)1 41 37 50 00

www.altares.com

Bruxelles
Inter Access Park
Pontbeekstraat 4
1702 Dilbeek, Belgique
+32 (0)2 481 83 00

www.altares.be

www.altares.lu

Rotterdam
Otto Reuchlinweg 1094
3072 MD Rotterdam
Pays-Bas
+31 (0)10 710 95 60

www.altares.nl

Altares-D&B,
Tour Immeuble Landscape, 6 Place des Degrés CS 40344, 92045 La Défense | Tél. : 01 41 37 50 00 |
SAS au capital de 2.404.714,02 € | RCS Nanterre B 572 014 199 | SIREN 572014199 |
TVA FR 89 572 014 199 NAF 7022Z | D-U-N-S® Number 275454064 | Email : contact@altares.com | www.altares.com